



DGD Solidarités : un mouvement historique exige des mesures historiques !

Jeudi 10 octobre 2019, l'intersyndicale SUD, CGT, FO a organisé une assemblée générale des services de la solidarité du Conseil départemental (MDS et services de la solidarité du siège).

Plus de 500 personnes étaient présentes de tous les services de la Solidarité, un fait historique.

Face au mépris de la direction et de l'exécutif, leur refus de reconnaître la souffrance des agents générée par le travail, l'Assemblée Générale a voté le dépôt d'un droit d'alerte à compter de jeudi soir et un droit de retrait effectif à partir du vendredi 11 au matin.

Les collègues réunis en AG ont également voté et décidé de ne pas participer à la réunion proposée par l'administration aux seuls référents ASE, lundi 14 à 10h30.

Vendredi 11 octobre, 21 MDS sur 23 étaient totalement ou partiellement fermées suite au droit de retrait des agents.

Au siège, tous les Agents Territoriaux d'Insertion (ATI) présents soit 10 étaient en droit de retrait. Le service de placement familial était fermé, 20 agents des différents groupements ASE étaient en droit de retrait, ainsi que plusieurs référents jeunesse, ou agents du service accueil collectif PMI.

Les agents, rassemblés dans la cour de l'Hôtel du Département, ont refusé la forme proposée par la Direction Générale pour l'enquête CHSCT, et ont exigé d'être reçus par le DGS et l'exécutif.

En fin d'après-midi, M. VINCINI a finalement été contraint de venir à la rencontre des agents, accompagné par le DGS, la Directrice Adjointe à l'action sociale de proximité et des cadres de la DRH. L'échange s'est révélé être une véritable douche froide pour l'exécutif et la direction générale, qui ont pris de plein fouet la détresse et la souffrance de nos collègues.

M. VINCINI a finalement annoncé l'organisation d'une rencontre le lundi matin en présence de l'intersyndicale

et de représentant.es des agents. L'enquête CHSCT a été reportée au lundi après midi.

Lundi 14 octobre, une quarantaine d'agent.es et des représentants syndicaux ont été reçu.es par M. VINCINI, deux Vice Président.es à l'action sociale et l'ensemble des directeurs et directrices concerné.es par l'action sociale. Cette longue réunion a été l'occasion pour les agent.es d'aborder l'ensemble de leurs difficultés de manière exhaustive. M. VINCINI a annoncé que des mesures immédiates et à plus long terme seraient annoncées dès le lendemain.

Durant le même temps, 500 agent.es étaient rassemblé.es en AG dans la salle de l'assemblée. L'AG a maintenu son refus des modalités d'enquête CHSCT et a demandé à ce que l'enquête se tienne dans la salle de l'assemblée, en présence de tous.les les agent.es, avec des porte-paroles désigné.es par service et par mission.

La Direction Générale a accepté la proposition de l'AG. L'enquête CHSCT s'est donc tenue lundi 14 après-midi et mardi 15 matin, en présence de plusieurs centaines de collègues.

Mardi 15 au matin, les agent.es ont reçu un communiqué de M. VINCINI annonçant une réunion le lendemain 10h afin de formuler ses propositions aux agent.es.

Un rassemblement a eu lieu le 15 à midi en présence des partenaires pour affirmer encore plus fort notre détermination.

A cette heure, et pour la première fois depuis de nombreuses années, c'est l'ensemble des agent.es et certain.es cadres de la DGD Solidarités qui sont mobilisé.es pour mettre un terme à un quotidien de travail inacceptable qui les épuise, qui les met en danger, et qui laisse de côté les populations que nous nous devons de soutenir !

Ne nous y trompons pas, le moment est historique ! L'intersyndicale appelle tous.les les agent.es :

- **A se maintenir en droit de retrait jusqu'à l'obtention de mesures satisfaisant nos revendications.**
- **A se présenter MASSIVEMENT ce jour mercredi 16 octobre à 10h au siège du CD31 pour prendre connaissance des premières propositions de l'exécutif**
- **A se réunir dès l'issue de cette rencontre pour envisager les suites à donner au mouvement.**